Initiatives ministérielles

Je ne m'attends pas à ce que le ministre ait ces renseignements à la portée de la main, mais j'aimerais savoir de combien a augmenté le nombre de vérificateurs du Revenu national depuis trois ans.

En ce qui concerne les faillites et les autres choses du genre, oui nous nous sommes plaints de la façon dont les mesures du gouvernement—le traité de libre-échange lui-même, les taux d'intérêt élevés, le dollar élevé—ont exacerbé les problèmes financiers des sociétés. Mes collègues, par contre, se sont moins plaints de cela que du fait que les grandes sociétés sont souvent en mesure d'éviter de payer des impôts. C'est là où les vérificateurs, selon le ministère du Revenu national—Impôt, pourraient trouver beaucoup d'argent, pas en s'occupant des sociétés qui vont faire faillite, mais en s'occupant de celles qui vont bien et qui connaissent suffisamment bien les règlements pour s'y soustraire.

M. Loïselle: Monsieur le président, je pense que j'ai déjà entendu cela de la part du NPD, les grandes sociétés échappent à l'impôt. Ce que le NPD refuse de reconnaître c'est que c'est notre gouvernement qui a imposé un impôt minimal sur le capital, ce qui n'avait jamais été fait auparavant. Nous avons fermé plus de 200 échappatoires. Nous avons donc fait notre part.

En ce qui concerne le nombre des sociétés ou prétendues sociétés, la plupart sont de petites compagnies qui sont à la limite de la rentabilité et ont de grandes difficultés à poursuivre leurs opérations. Nous pourrions augmenter nos pressions et en forcer davantage à faire faillite.

Les banques et les institutions financières ont pour la première fois un impôt minimal sur leurs avoirs. Cela nous rapporte environ 2 milliards. Ce n'était pas en place lorsque nous avons pris le pouvoir. Nous n'avons fait aucun cadeau, donc ce qui reste de ce que mentionnait le député, et je l'ai entendu fréquemment, c'est le cours élevé du dollar.

Si nous nous attaquons au déficit et à la dette, ce n'est pas par simple plaisir. C'est parce que c'est l'une des causes principales du cours élevé du dollar. Nous empruntons trop.

Les provinces, au cours des six premiers mois de 1990 ont emprunté sur les marchés étrangers plus de 10 milliards de dollars en devises étrangères. Ces devises, lorsqu'on les change en dollars canadiens créent une forte demande et font monter le cours. C'est la réalité.

Nous constatons un phénomène très intéressant. Il est possible de ne pas investir dans une compagnie, d'acheter des certificats du gouvernement et d'aller se retirer en Floride. Nous voulons changer ça. Nous voulons faire

place aux entrepreneurs. Nous pouvons trouver de l'argent meilleur marché.

Essentiellement c'est pour cela que nous voulons nous attaquer à la dette et au déficit, pas pour le simple plaisir. C'est essentiel au bien-être des Canadiens et c'est une politique économique saine et nécessaire. C'est difficile parce que le NPD nous demande constamment de dépenser et de dépenser davantage.

Je répète que l'an prochain nous paierons 41 milliards d'intérêts sur la dette. C'est terrible. Devrions-nous encore l'accroître? Où trouver l'argent? C'est le problème auquel nous devons nous attaquer et c'est pour ça que nous essayons de trouver un juste équilibre entre nos diverses responsabilités.

M. Ross Harvey (Edmonton—Est): Monsieur le Président, je regrette sincèrement que ce ne soit pas le moment de discuter de politique macro-économique ou d'un sujet semblable.

Je souligne, en passant, que vu l'intervention du ministre il y a quelques minutes, son gouvernement et lui doivent trouver bizarre étant donné la sévérité dont ils ont fait preuve envers leurs alliés du secteur des entreprises que, malgré cela, la proportion relative des impôts payés par les entreprises ne cesse de baisser et celle des impôts payés par les particuliers, d'augmenter.

Je souhaite bon succès au gouvernement et il a toute ma sympathie: il en aura bien besoin pour se sortir de cette situation difficile.

J'aimerais poursuivre dans la même veine que mon collègue, le député de Nanaimo—Cowichan, et poser une série de questions au ministre. Ces questions seront présentées au Bureau. Je sais que les réponses seront données bientôt.

Il serait utile, à mon avis, que ces questions soient consignées au compte rendu et, de fait, qu'elles soient incluses dans le débat de ce soir.

Puisque les articles 3 et 4 ont déjà été couverts par mes collègues, je commencerai donc par l'article 5 du projet de loi et poserai des questions sur cet article, qui proroge de deux ans la durée des conventions collectives en vigueur le 26 février 1991.

1. À quelles conventions cet article s'applique-t-il?
2. Combien d'employés sont touchés?
3. Quels sont les taux de salaire des employés visés par cet article?
4. Par cet article, le gouvernement suspend-il la libre négociation des conventions collectives pour une période de deux ans?

5. Est-ce que cela contrevient à la convention n° 87 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et, peut-être, à d'autres conventions?